



HAL
open science

Au sud de l'Europe centrale, la frontière nord-est de l'Italie: ruptures ou champs de failles ?

Eric Vial

► **To cite this version:**

Eric Vial. Au sud de l'Europe centrale, la frontière nord-est de l'Italie: ruptures ou champs de failles ?. Paul Gradvohl. L'Europe médiane au XXe siècle: fractures, décompositions - recompositions - surcompositions, Centre français de recherche en science sociales (CEFRESJ), pp.109-120, 2011. halshs-00591863

HAL Id: halshs-00591863

<https://shs.hal.science/halshs-00591863>

Submitted on 10 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AU SUD DE L'EUROPE CENTRALE, LA FRONTIÈRE
NORD-EST DE L'ITALIE : RUPTURES OU CHAMPS DE
FAILLES ?

Éric Vial

In :

Paul Gradwohl (dir.),

*L'Europe médiane au XX^e siècle. Fractures, décompositions –
recompositions – surcompositions*

p. 110-120

Prague, CEFRES, 2011.

ISBN : 978-80-86311-23-4

Pour citer cet article :

Éric VIAL, « Au sud de l'Europe centrale, la frontière nord-est
de l'Italie : ruptures ou champs de failles ? », *in* : Paul
Gradwohl (dir.), *L'Europe médiane au XX^e siècle. Fractures,
décompositions – recompositions – surcompositions*. Prague,
CEFRES, 2011, p. 110-120.

AU SUD DE L'EUROPE CENTRALE, LA FRONTIÈRE NORD-EST DE L'ITALIE : RUPTURES OU CHAMPS DE FAILLES ?

Éric Vial

CICC Civilisations et identités culturelles comparées des sociétés européennes et occidentales. Université de Cergy-Pontoise

Par rapport à l'Europe centrale, la frontière nord-est de l'Italie semble lointaine, surtout vue, comme ici, de son côté sud. En réalité, elle est à peine périphérique, comme le rappellent la longue appartenance de Milan à l'empire d'Autriche, le rôle économique de Trieste dans la *Mittleuropa*, le discours de Churchill à Fulton associant cette ville « sur l'Adriatique » à « Stettin sur la Baltique », voire le nombre de touristes transalpins à Prague aujourd'hui. En fait, cette frontière est une des limites de l'Europe centrale, entre un monde latin et un monde slave autonome ou gouverné depuis Vienne ou Budapest, entre l'Italie et l'empire autrichien puis austro-hongrois, puis la Yougoslavie (on laissera de côté le Trentin-Haut-Adige ou Sud-Tyrol) et à travers elle le bloc soviétique puis un régime dit socialiste et non-aligné, avant les Balkans en guerre et les actuelles Slovénie et Croatie. Cette frontière dépend, tout comme d'autres et après l'unité italienne, des grands mouvements du « court XX^e siècle » et des deux guerres mondiales. Toutefois, il faut regarder de plus près l'évolution de cette zone, de Venise à l'actuelle Rijeka en passant par Trieste¹,

¹ De façon générale, cf. Elio Apih, *Trieste*, Rome-Bari, Laterza, 1988 ; Roberto Finzi, Claudio Magris et Giovanni Miccoli (dir.), *Il Friuli-Venezia Giulia*, Turin, Einaudi, 2002, 2 vol. ; Angelo Ara et Claudio Magris, *Trieste une identité de frontière* [1982], Paris, Seuil, 1991.

qu'il s'agisse des hésitations de la chronologie, des tracés ou de leurs justifications supposées.

LES DÉCALAGES DE LA CHRONOLOGIE

Pour la chronologie, le mouvement global paraît simple : poussée italienne des guerres du *Risorgimento*, dont la Première Guerre mondiale serait l'aboutissement ; tournant lorsqu'un État-nation remplace l'empire Habsbourg ; repli après la Seconde Guerre mondiale... Dans le détail, c'est plus compliqué, même hors de la spécificité initiale liée à l'unification italienne, dont les rythmes ne sont d'ailleurs pas indépendants de ceux du cœur du continent, du fait de ses conséquences sur Vienne qui perd la Lombardie en 1859 et la Vénétie en 1866 — date surtout germano-autrichienne. Certes, ces déplacements de la frontière, du lac Majeur au lac de Garde puis à l'est de la lagune de Venise, ne correspondent pas à des bouleversements territoriaux en Europe centrale où les autres frontières restent inchangées. Mais les défaites qui les provoquent ont des effets sur la structure de l'Empire. Si ses frontières internes et si ses limites externes ne sont pas affectées par Sadowa, il n'en va pas ainsi dans le monde proprement allemand, entre annexions prussiennes et transformation de l'Empire en Monarchie dédoublée mais monocéphale. La spécificité du rythme des modifications est donc plus apparente que réelle : elle n'est pas là où on l'attendrait.

Au XX^e siècle, le décalage entre grandes dates et réalité locale est en effet plus net. 1914 n'a guère de sens sur une frontière entre deux États de la Triplice, fixée en 1866 et acceptée de longue date. L'irrédentisme n'est pas soutenu par Rome, et moins de dix ans après avoir perdu la Vénétie, l'empereur d'Autriche passait en revue des soldats italiens à Padoue, avec le roi d'Italie ; imagine-t-on le président de la République française, vers 1880, inspectant des troupes à Metz aux côtés du Kaiser ? La guerre est si peu prévue que l'Armée transalpine n'a jamais effectué de manœuvres dans le secteur. La vraie coupure se situe en 1915. Alors, la neutralité devient impossible pour l'Italie dont l'économie ne peut se passer d'importations ; il faut choisir son camp. Simultanément, la fermeture des débouchés migratoires augmente le risque d'explosion sociale. La frontière devient front, et se déplace malgré son caractère très montagneux, peu propice aux attaques. Gorizia est prise par l'Italie en 1916, à la onzième offensive, perdue en 1917, reprise en

1918, avec à chaque fois discriminations, règlements de comptes, donc histoires et mémoires lourdes à porter. Surtout, en 1917, la défaite de Caporetto amène le front à 10 km de Trévise et de la lagune de Venise, d'où une occupation autrichienne pour une région qui n'est italienne que depuis un demi-siècle et dont le destin est infléchi par le fossé creusé entre qui a fui (citadins, bourgeois, appareil de l'État) et qui est resté (paysans, prêtres), avec des accusations croisées de lâcheté et de collaborationnisme. Au terme de la guerre, l'Italie progresse de nouveau vers l'est, mais ici comme ailleurs, 1918 est une date théorique : le passage de l'administration des militaires aux civils est officiel en août 1919. Le mois suivant, le traité de Saint-Germain-en-Laye donne à l'Italie toute la péninsule istrienne, les îles de Cherso (Cres), Lussino (Losinj) ou Lagosta, une enclave autour de Zara (Zadar)... Fiume (Rijeka), qui n'était pas destinée à devenir italienne, est occupée par des troupes appelant à leur tête le poète nationaliste Gabriele D'Annunzio, jusqu'à ce que l'armée régulière transalpine les déloge fin 1920-début 1921 : en novembre précédent, au traité de Rapallo, Rome et Belgrade avaient prévu une ville libre, mais dès mars 1922 un coup d'État en prépare l'annexion à l'Italie, entérinée en janvier 1924 par un nouvel accord, signé à Rome, moyennant correction de frontière au bénéfice de la Yougoslavie². La coupure a pris près de cinq ans.

De même, la Seconde Guerre mondiale voit une série de modifications. Dans un premier temps, le fascisme mussolinien, à qui ses choix coloniaux ont fait abandonner l'Europe centrale à l'Allemagne à partir de 1935, semble y revenir sous l'égide de cette ancienne rivale. Au-delà de sa conquête en 1939 de l'Albanie, auparavant quasi-protectorat, et après l'implication de la Yougoslavie dans la guerre en avril 1941, l'Italie bénéficie d'annexions en Slovénie et en Dalmatie, ou du rattachement *de facto* du Monténégro à l'Albanie. Mais c'est largement une expansion en trompe l'œil. Bien des zones ne sont plus tenues dès avant juillet 1943 et le débarquement des Alliés en Sicile ; ensuite et surtout, après l'annonce de l'armistice avec ces derniers, le 8 septembre, Trieste et toute la zone la séparant du col du Brenner sont annexées de fait par l'Allemagne, pour des raisons militaires mais aussi en vertu d'une

² Je me permets de renvoyer à Éric Vial et Jean-François Ségard, *Nations, nationalismes, nationalités en Europe de 1850 à 1920*, Paris, Ellipses, 1996, cartes reproduites in : Gilles Pécout, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, Nathan, 1997, p. 346.

vision antérieure, affichée par Hitler avant 1933 : Trieste redeviendrait le débouché méditerranéen du monde germanique.

Ce redécoupage est balayé par la fin de la guerre, tardive car la région n'est libérée qu'avec l'effondrement de l'Allemagne. Mais la situation territoriale de 1945 n'est pas fixée pour des décennies. Les variations sont parfois minimes, comme lorsqu'une rectification de la frontière, au début des années 1950, permet de ne plus couper en deux le cimetière de Gorizia. Plus sérieusement, Trieste est d'abord occupée quarante jours par les résistants titistes, mais la ville, porte de l'Europe centrale, est trop importante pour que Londres et Washington l'abandonnent. De même, le Frioul reste sous contrôle allié jusqu'au traité de paix avec Rome, en 1947, comme la base navale de Pola, au sud de l'Istrie. En attendant, en juin 1945, un accord à Belgrade, confirmé par le même traité, crée le TLT, Territoire Libre de Trieste³, partagé en fait entre une zone B, au sud, autour de Capodistria (Koper), tenue par les Yougoslaves, et une zone A, au nord, autour de Trieste, occupée par les Anglo-américains. L'histoire du TLT est émaillée de tensions et de remises en cause de son existence, donc de ses limites : menace d'invasion yougoslave à la veille du traité de paix ou déclaration de Washington, Londres et Paris sur une récupération totale par l'Italie, en mars 1948, juste avant des législatives cruciales pour cette dernière⁴. Le retour de la zone A à l'Italie s'esquisse en 1952 avec un début d'association de celle-ci à sa gestion, mais les discussions sur la frontière s'enlisent. 1953 voit des mouvements de troupes, des heurts sanglants entre manifestants triestins et troupes anglo-américaines, une brève émotion unanimiste en Italie. La crise est trop vive et l'enjeu n'est plus celui des débuts de la guerre froide. Après une négociation brusquée, en octobre, la limite entre les deux zones est rectifiée au bénéfice de Belgrade ; l'administration civile de la zone B est remise à Belgrade, celle de la zone A à Rome. Cet arrangement ne devient définitif qu'au traité d'Osimo, en 1975, appliqué en 1977. L'intégration de la zone B à la Yougoslavie, réalisée *de facto* dès l'origine, n'a été formalisée par l'annonce unilatérale d'une annexion

³ Cf. Jean-Baptiste Duroselle, *Le Conflit de Trieste 1943-1954*, Bruxelles, Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, 1966.

⁴ S'ajoutent des arrière-pensées faisant qu'Anglais et Yougoslaves peuvent favoriser, contre l'Italie, l'indépendantisme en zone A, mais ne veulent pas d'une unité du TLT qui, pour les uns, donnerait trop de poids aux communistes, seuls présents dans les deux zones, et, pour les autres, impliquerait l'abandon de la zone B. Par ailleurs, assez vite, Tito ne convoite plus une zone A où les communistes sont restés kominterniens...

qu'en 1974. Entre temps, en 1963, la zone A s'est associée au Frioul pour former la région Frioul-Vénétie julienne.

Enfin, si 1989 et la chute du Mur marquent un tournant capital, il diffère de ce que l'on rencontre ailleurs en Europe centrale, car la frontière était bien plus franchissable, dans les deux sens, dès les années 1950. En 1989 néanmoins, l'Italie se retrouve mise en contact avec une zone de guerre. Les vellétés de modification des limites entre États, qui purent alors apparaître de façon passagère⁵, étaient susceptibles de représenter des difficultés considérables.

Si le rythme global de ces derniers épisodes est donné par la Guerre froide, il est compliqué par les réalités régionales ou nationales. La rupture de 1948 entre Tito et Staline rend, par exemple, les États-Unis très favorables au premier auquel ils apportent une aide économique dès 1949, militaire en 1951, avant son refus d'adhérer à l'OTAN en 1955 puis son rapprochement avec Khrouchtchev... De l'autre côté, à partir de cette même rupture, le parti communiste italien s'oppose aux revendications yougoslaves après les avoir soutenues, et sur ce point se joint au gouvernement et à l'opposition de droite. Au début de l'année 1953, la fin de la carrière d'Alcide De Gasperi, leader démocrate-chrétien et chef du gouvernement depuis 1945, laisse la place à des successeurs qui sont moins sensibles aux possibilités d'italianité d'un TLT maintenu, ont plus besoin de légitimité et de popularité faciles et sont aussi plus enclins au chauvinisme qu'un homme né au Trentin, député d'abord à Vienne, italien de culture avant que de nationalité.

LE FLOU DES TRACÉS ET DES CLIVAGES

Ainsi, les coupures liées aux guerres mondiales se décalent, s'étalent, se répartissent d'année en année entre 1915 et 1924, tandis que l'après-guerre offre une longue transition : la frontière ne se stabilise à nouveau qu'en 1954 *de facto*, en 1975 voire 1977 *de jure*. Il en va de même non plus dans le temps mais dans l'espace. Non seulement la frontière se déplace même en temps de paix, y compris pour des corrections minimales, mais elle se dédouble avec la tentative de ville libre à Fiume puis le TLT, ou les rêves d'autonomie

⁵ Cf. Bozo Repe, « Les Slovènes et la question des frontières européennes », in : Gilles Pécout (dir.), *Penser les frontières de l'Europe du XIX^e au XXI^e siècle*, Paris, PUF/Rue d'Ulm, 2004, p. 341-346.

à Trieste, après 1938 et l'Anschluss, dans les milieux économiques coupés de leurs anciens marchés par la frontière, et auxquels Mussolini, depuis Rome, reproche depuis longtemps de ne pas regarder vers le reste de l'Italie avec lequel ils ont bien peu de liens : le souvenir paraît perdurer de la charte impériale accordant en 1719 aux deux villes un statut de port franc. Il faut ajouter la complexité des peuplements⁶ et des traditions, rappelée côté ex-yougoslave par la séparation entre Croatie et Slovénie (seule frontière de la région à poser problème au début du XXI^e siècle pour une question d'eaux territoriales) mais aussi du côté italien : y jouent en effet des appartenances plus ou moins anciennes à l'Autriche ou à la République de Venise avant sa suppression par Bonaparte en 1797 – vraie rupture majeure. Udine était vénitienne depuis 1420, Muggia dans le golfe de Trieste depuis le XIII^e siècle. Elles ne sont autrichiennes que de 1815 à 1918, quand Gorizia et Gradisca le sont de 1509 à 1918 et Trieste de 1382 à 1918... Cela peut définir deux aires, différentes de celles nées de l'usage de l'italien ou d'un dialecte vénète d'un côté et, de l'autre, du frioulan, équivalent du ladin, quatrième langue officielle suisse. Ces clivages peuvent relativiser la frontière d'État⁷. Par ailleurs, la répartition des populations est tout sauf continue ; on peut résumer la situation en parlant de villes italiennes et de campagnes slaves, mais c'est encore approximatif. Enfin, bien des décisions sont prises de loin, parfois de plus loin que

⁶ Pour un premier tableau plus précis, côté italien, cf. Giovanni Frau, « Lingue e popoli nella regione alpina orientale (Friuli-Venezia-Giulia) », in : *L'Effet frontière dans les Alpes*, Aoste, Assessorat de l'Instruction publique/La Vallée, 1998, p. 83-90.

⁷ Cette relativisation, à peine plus à l'ouest, peut être symbolisée par Tönle, personnage du romancier Mario Rigoni Stern (1921-2008) dont le nom même renvoie à une réalité transfrontalière ou transculturelle et dont l'œuvre est ancrée dans le plateau d'Asiago ou des Sept Communes, italien depuis 1866, à la frontière autrichienne et à la limite entre Vénétie et Trentin-Haut-Adige. Tönle, contrebandier, vit de la frontière qu'il transgresse, puis doit fuir de l'autre côté de celle-ci, parcourt l'Europe centrale comme maints migrants de la région, rentre chez lui l'hiver quand la neige crée une barrière plus réelle que les délimitations politiques et interdit à la maréchaussée l'accès au village. On ne s'étonnera pas qu'il n'estime guère ces limites qui organisent pourtant sa vie, et qu'à la veille de sa mort, durant la Première Guerre mondiale, il oppose « ceux qui estimaient que les frontières étaient quelque chose de concret ou de sacré » et « la majorité des hommes pour qui les frontières n'avaient jamais existé si ce n'est sous la forme de douaniers à soudoyer ou de gendarmes à éviter » ; mais l'une d'elles semble avoir un sens à ses yeux, frontière intra-régionale obsolète depuis longtemps : « quand il dépass[e] la borne qui indiqu[e] la frontière entre la République de Venise et les sept communes, il pouss[e] un soupir de soulagement : après tout ça, le lendemain, il arriver[a] à la maison. » Certes, il s'agit d'une représentation postérieure à 1945, mais qui renvoie à une complexité, des perméabilités et des héritages bien réels (Mario Rigoni Stern, *Histoire de Tönle* [1978], Lagrasse, Verdier, 1988).

de Rome et Belgrade déjà fort éloignées ; ainsi, en 1954, une négociation est possible entre les deux capitales sur la base d'un débouché maritime pour la Yougoslavie en zone A, contre une partie du littoral de la zone B, italoophone de tradition, mais le négociateur américain s'exaspère de ce qu'il tient pour une méprisable affaire de villages de pêcheurs, d'où une frontière la plus proche possible de la limite antérieure entre les deux zones⁸.

Enfin et peut-être surtout, au-delà des références passées, des aléas de l'histoire et de la répartition des populations, tout tracé de la frontière est compliqué par la superposition d'autres clivages ne coïncidant pas : politico-étatique ou idéologique, linguistique ou ethnique, socio-économique. Le plus évident est celui entre Latins et Slaves. Mais on peut le tenir pour une construction d'entre 1848 et 1914, avec d'un côté le mouvement unitaire italien, et de l'autre, plus tard, l'apparition d'une identité slovène ou croate. Ainsi Trieste cesse d'assimiler les nouveaux venus, de les italianiser, après 1848 : jusque là, on fabriquait sans problème des Italiens aux noms d'origine slave. Et à Gorizia, à la fin du siècle, on commence à parler d'invasion slovène, on raisonne en termes d'ami/ennemi, comme par une "*brutalisation* de la société" antérieure à toute guerre. Peut-être en réponse, une identité antagonique naît, avec par exemple un boycott des commerçants italiens en 1897, et des affirmations individuelles : les Slovènes recensés sont 4754 en 1900, et 10 790 en 1910, du fait non d'un afflux ou de la natalité, mais d'une évolution de l'autoreprésentation de gens parlant italien ou frioulan hors de chez eux, mais slovène en famille. La séparation entre peuples ne recoupe pas une opposition nationale, les Italiens de l'Empire s'accommodant d'une domination politique, condition plus ou moins consciemment assumée de leur prospérité, au moins à Trieste. La tutelle germanique est acceptable, quitte à être représentée comme transitoire. Le fondement de la coupure entre Italiens et Slaves est en fait social, elle recoupe celle signalée entre ville et campagne, qui n'a cependant rien de naturel ni d'éternel : le développement du port a d'abord attiré les ruraux voisins, italiens ou réputés tels, remplacés

⁸ Angelo Ara et Claudio Magris, *Trieste... op. cit.*, p. 221. À vrai dire, vu de Rome et du reste de l'Italie, Trieste semble bien loin, même si son sort peut-être instrumentalisé en fonction de considérations de politique intérieure. Les cas d'intérêt soutenu et continu sont rares, malgré Giovannino Guareschi (1908-1968), le créateur de Don Camillo, pétri d'un patriotisme hérité de son enfance durant la Grande Guerre, quand Trente et Trieste étaient centrales dans les discours. Cf. par ex. Giovannino Guareschi, *Ritorno alla base*, Milan, Rizzoli, 1989, p. 219-230, ou *id.*, *Mondo Candido 1951-1953*, Milan, Rizzoli, 1997, p. 22-24, 27 et *passim*.

par des Slaves ; ensuite, l'arrivée de ceux-ci, dans la continuité du premier mouvement, a été vécue comme invasive, d'autant qu'elle prend des proportions importantes : Trieste compte en 1910 plus de Slovènes que Ljubljana. Cette urbanisation est perçue comme illégitime, parce qu'elle représente une promotion sociale, et une concurrence sur le marché du travail.

Tout ceci se traduit, en août 1914, par des violences non pas entre Italiens et Germains, supposés alliés, mais entre Italiens et Slaves, supposés serbophiles. D'autres violences y répondent, en mai 1915, cette fois contre les Italiens de nationalité, désormais ennemis de l'Empire, d'où leur exode confirmant que la frontière était jusque-là un pur artefact politique : 30 000 fuient Trieste, 10 000 Gorizia et l'Istrie. Mais la nationalité reste prépondérante, et les sujets austro-hongrois partis se battre pour l'Italie, sans être rares, sont assez peu nombreux, moins de 1800. C'est peut-être ce qu'il faut faire oublier après le conflit et l'annexion, dans une vaste unanimité patriotique italienne renforcée par des considérations relevant du nettoyage ethnique ou culturel, affichées dès avant la victoire, comme l'annonce du bannissement des écoles slaves, et mises en pratique par l'avant-garde d'un fascisme pour la première fois non pas rural mais urbain, avec à l'été 1920 l'incendie de l'hôtel Balkan, siège d'organisations slaves triestines. D'autant que le voisin de l'est n'est plus un ennemi vaincu dans lequel on pourrait tailler à sa guise, mais la future Yougoslavie, succédant à la Serbie, un allié, ce qui gêne l'ambition expansionniste : de quoi, pour les nationalistes, ne pas percevoir ce que l'Italie gagne à ne plus être contiguë à l'ancien Empire qui l'avait dominée et la surclassait ne serait-ce que par sa masse, mais désormais à des États moyens, encore fragiles, sur qui exercer un ascendant était possible. Elle ne s'en fit pas faute jusqu'en 1935 en ce qui concerne l'Autriche et la Hongrie avant de les abandonner au profit de mirages africains. Pour en revenir aux lendemains de la Grande Guerre, les revendications italiennes mêlent sans grand souci de cohérence "droits historiques", droit des peuples, sentiment national, besoins militaires et difficulté à séparer une ville de son *hinterland* économique. D'où difficultés, frustrations, et aussi inquiétudes devant les entraves à la gestion des conquêtes, en termes non de territoires, mais de populations.

L'épuration ethnique *ante litteram* peut être purement culturelle, et relever d'un assimilationnisme radical sans discrimination ethnique. En pratique, les deux attitudes coexistent, avec un avantage pour la

seconde : dès avant l'arrivée au pouvoir de Mussolini, les militaires ont mené une épuration visant avant tout les médiateurs locaux, prêtres et instituteurs, supposés intransformables en "bons citoyens italiens" ; sous la dictature, on a parlé de rendre la frontière hermétique grâce à un double filet métallique et une ligne à haute tension, contre les "perturbateurs exotiques" venant gêner l'œuvre assimilatrice du "fascisme bonificateur". Certes, à l'inverse, à la fin des années 1930, l'influence nazie s'ajoutant aux ressorts internes, le chef de la fédération fasciste de Trieste propose un véritable remplacement des populations pour que la frontière soit un front ethnique ; et au total, quelque 105 000 Slaves quittent la Vénétie Julienne entre les deux guerres. Mais dans la pratique, le gouvernement central fasciste se résigne aussi à l'échec de sa politique d'italianisation forcée dans le domaine de la langue, et ses rachats de terres supposés permettre une italianisation massive restent fort limités faute de volonté d'investir ; il se contente d'enrayer l'urbanisation et la promotion sociale des Slaves, de réserver de fait les nouveaux emplois de la fonction publique à des Italiens, locaux ou venus de toute la péninsule. Il lui suffit aussi que ces mêmes Slaves lui soient politiquement fidèles ; or de fait, ils constituent les sections fascistes de certains villages. Dans ses Mémoires, Fulvio Suvich, triestin, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 1932 à 1936, rappelle :

Durant la période fasciste, pour les Slaves résidant dans les provinces de Trieste, de Gorizia et du Carnaro, les questions de nationalité étaient parfois dépassées par celles de régime ; il y avait même quelques formations fascistes composées de Slaves, qui s'opposaient à des éléments italiens antifascistes⁹.

On retrouve ce flottement, dû aux inerties et aux nécessités, jusque dans le courant de la Seconde Guerre mondiale. Certes, les troupes italiennes n'ont pas la même attitude que dans leur zone d'occupation en France où, malgré bavures et répression, elles ont été préférables à l'occupant allemand mais aussi aux sbires de Vichy. Sur les franges du monde slave, les violences commises¹⁰ s'inscrivent dans le prolongement de la répression antérieure. En effet, si le fascisme (du moins une fois au pouvoir, à domicile et en excluant la république de Salò sous protectorat nazi de l'automne 1943 au

⁹ Fulvio Suvich, *Memorie 1932-1936*, Milan, Rizzoli, 1984, p. 208.

¹⁰ Cf. par ex. Gianni Oliva, « *Si ammazza troppo poco* ». *I crimini di guerra italiani 1940-1943*, Milan, Mondadori, 2006.

printemps 1945) a été moins sanglant que la plupart des dictatures, les indépendantistes slaves ont fourni une fraction importante des 42 condamnés à mort exécutés de 1926 à 1943. Les violences gouvernementales renvoient à un mépris et à une hostilité, mais non à une volonté d'éradication, et les annexions de territoires avec leurs populations ne peuvent guère relever du nettoyage ethnique. En revanche, même si elles n'en sont pas la cause, ou du moins pas la seule, elles préparent d'autres violences, massives, en sens inverse et qui, elles, en prennent l'allure. Cela commence sans doute avant l'armistice du 8 septembre 1943, continue au fur et à mesure de déplacements du front, s'intensifie considérablement durant les quarante jours d'occupation titiste de Trieste, et ne cesse pas ensuite. En apparence, tous les clivages coïncident : Slaves, ruraux, prolétaires, communistes, contre Latins, urbains, bourgeois, fascistes. Sauf qu'assigner une identité sociale et politique unique à un groupe ethnique relève d'une sinistre galéjade, et qu'il semble qu'à Fiume (Rijeka) par exemple, les premières victimes italiennes aient été non des fascistes, mais des antifascistes, désormais plus légitimes donc plus dangereux¹¹. Tout ceci ne signifie pas que les différents clivages n'ont pas joué, mais peut-être pas en même temps. En dehors des violences et des assassinats, les transferts de population vers l'Italie, commencés dès 1943, sont plus massifs et plus rapides qu'en sens inverse avant guerre, même si l'exode se prolonge jusque dans les années 1950¹². Le dit exode, qui par exemple a presque vidé Pola de sa population en 1947, est asymétrique et renforce même la présence croate ou slovène côté italien, car des Slaves aussi fuient la Yougoslavie titiste, pour des raisons politiques¹³ ; d'autres ont toujours été là¹⁴ ; leur promotion sociale amorcée de longue date continue, symbolisée en 1965 par l'accès de l'un d'eux, pour la première fois, à un poste d'adjoint dans

¹¹ Au sein de la Résistance, des conflits furent meurtriers entre communistes, yougoslaves ou italiens, et autres résistants italiens, l'épisode le plus connu étant la mort du frère de Pier-Paolo Pasolini, d'abord proche du PCI puis passé à une unité liée au Parti d'Action héritier de la tradition du *Risorgimento*. Cf. par ex. Pier-Paolo Pasolini, *Lettere 1940-1954*, Turin, Einaudi, 1986, p. LXIII-LXIX, ou *id.*, *Lettere 1955-1975*, Turin, Einaudi, 1988, p. 174-175.

¹² Cf. Gianni Oliva, *Profughi. Dalle foibe all'esodo : la tragedia degli italiani d'Istria, Fiume e Dalmazia*, Milan, Mondadori, 2005.

¹³ Ils ont eu une sorte de symétriques malchanceux avec des communistes italiens partis construire le socialisme en Yougoslavie, mais restés kominterniens après 1948 et devenus des cibles pour la répression titiste.

¹⁴ Sur les Slovènes en Italie, et l'évolution de leur situation, cf. Milan Bufon, « Sviluppo regionale e sviluppo etnico : il caso degli Sloveni in Italia », in : *L'Effet frontière...*, *op. cit.*, p. 54-61.

la municipalité triestine, ce qui soulève d'ailleurs des protestations. De l'autre côté, l'exode impressionnant n'a pas été total, la frontière est perméable, et l'on voit réapparaître, toujours au milieu des années 1960, des traces de l'ancienne italianité istrienne et d'un bilinguisme de fait consolidé par le tourisme. De même, par exemple, les liens commerciaux se sont reconstitués entre Gorizia et les villages de l'autre côté de la frontière dont elle était le débouché commercial, d'autant que les produits yougoslaves, moins chers, ont contribué dès les années 1950 à améliorer le niveau de vie dans cette partie de l'Italie. Au bout du compte, on peut supposer que l'on va vers une région transfrontalière, comme de l'autre côté de l'arc alpin¹⁵, même si des souvenirs évoqués plus haut, longtemps enfouis au titre de deuils privés, sont remis sur la place publique après la fin de la Guerre froide : violences de l'armée mussolinienne en Istrie, certes, mais surtout exactions en retour, avec les *foibe*, cavités karstiques où furent jetées les victimes ; en Italie, depuis 2004, un jour du souvenir est fixé au 10 février, date du traité de 1947 ; en 2007, le président italien Giorgio Napolitano a parlé à cette occasion du « dessein annexionniste slave qui avait prévalu [...] et avait pris les contours sinistres d'un nettoyage ethnique » et d'une « impardonnable horreur contre l'humanité », d'où des protestations de ses homologues slovène et croate, le second parlant dans une note diplomatique de « racisme, révisionnisme historique et revanchisme politique »¹⁶... La frontière, de plus en plus effacée de la réalité matérielle, conserve une solide existence dans bien des têtes, surtout peut-être au loin, dans les capitales.

Conclusion : le mille-feuille du réel

Ainsi, sur cette frontière nord-est de l'Italie, au sud-sud-ouest de l'Europe centrale, les ruptures temporelles et spatiales ne correspondent presque jamais à des césures nettes, faciles à individualiser. La norme est du côté du tournant, des successions de

¹⁵ Cf. par ex. Marie-Christine Fourny-Kober et Ruggero Crivelli, « Cette montagne que l'on partage. Frontière et montagne dans les coopérations transfrontalières de régions » *Revue de géographie alpine*, n° 91-3, 2003, p. 57-70. Pour une théorisation de la perméabilité des frontières et de son intérêt, dans le cas slovène, cf. Vladimir Klemencic, « Confine politico e aree di confine : il caso della repubblica di Slovenia », in : *L'Effet frontière...*, *op. cit.*, p. 174-179.

¹⁶ Pour un écho en France, cf. par ex. Julien Saporì, « Les 'foibe', une tragédie européenne », *Libération*, 14 août 2008, p. 22, d'où sont tirées les traductions des citations.

dates, des limites géographiques non seulement contestées, mais modifiées à maintes reprises par le sort des armes mais aussi par la négociation et par des traités supposés à chaque fois gravés dans le marbre. Les clivages linguistiques, ethniques, sociaux, étatiques ou idéologiques, qui ne se recoupent jamais tout à fait, les rapports de force contingents, des décisions prises de Rome ou d'encore plus loin et voulant simplifier d'un trait une réalité complexe, tout ceci crée bel et bien des champs de failles, ou mieux encore un mille-feuille topographique et chronologique. Il en va sans doute de même en bien d'autres lieux, mais c'est peut-être ici plus évident, plus spectaculaire, et tout particulièrement apte à rappeler la complexité du réel.

RÉSUMÉS

L'examen des variations de la frontière nord-est de l'Italie, limite sud de l'Europe centrale, montre que leur chronologie est plus complexe que les grandes articulations attendues, avec des plages où les coupures s'étalent, 1915-1924, Seconde Guerre mondiale prolongée jusqu'en 1954 voire *de jure* 1977, pour ne pas parler de 1989 et de l'éclatement de la Yougoslavie. Les coupures géographiques aussi sont multiples, avec des délimitations successives, des dédoublements (ville libre de Fiume, Territoire Libre de Trieste), des clivages renvoyant à l'appartenance à la République de Venise plutôt qu'à l'Autriche depuis le Moyen Âge et jusqu'en 1797, d'autres entre Vénètes et Ladins, Croates et Slovènes, le tout relativisant la frontière d'État. S'ajoutent d'autres clivages ne coïncidant pas, politico-étatique ou idéologique, linguistique ou ethnique, socio-économique, construits avec le temps, manifestes durant les guerres mais sous des modalités variées, débouchant sur des vellétés de nettoyage ethnique sous le fascisme, sur des phénomènes du même ordre, bien plus réels, en sens inverse après 1943, malgré le jeu parallèle de choix idéologiques, malgré aussi, bien vite, la porosité de la frontière, d'où l'esquisse d'une région transfrontalière même si après 1989 des souvenirs enfouis sont revenus au jour. Au total, on a des champs de failles, ou un millefeuille chronologique, topographique et humain, comme ailleurs, mais soulignant ici de façon très évidente la complexité du réel.

Mots-clés : Frontière ; Italie ; Autriche ; Yougoslavie ; Trieste ; Fiume ; Première Guerre mondiale ; Seconde Guerre mondiale ; Nettoyages ethniques